

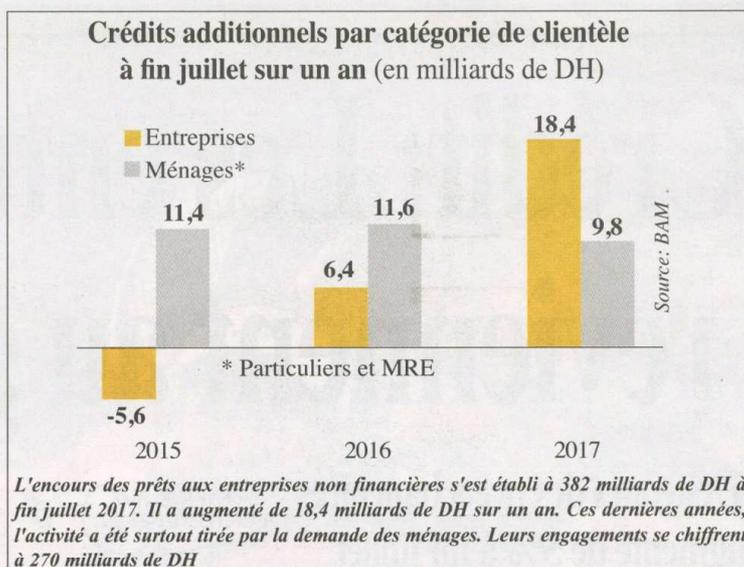
Les entreprises redeviennent le moteur de croissance

• L'encours des prêts a augmenté de 5% à fin juillet

• Derrière ce regain, l'accélération des emprunts du secteur public

• Accalmie sur les créances en souffrance

LE crédit retrouve un peu de vigueur grâce en particulier au regain de la demande des entreprises. Hors concours aux institutions financières, l'encours a progressé de 4,2% à fin juillet (sur un an). Le total des prêts aux entreprises non financières a augmenté de 18,4 milliards de DH sur la période pour s'établir à 382 milliards de DH. La demande des ménages qui a tiré la croissance ces dernières



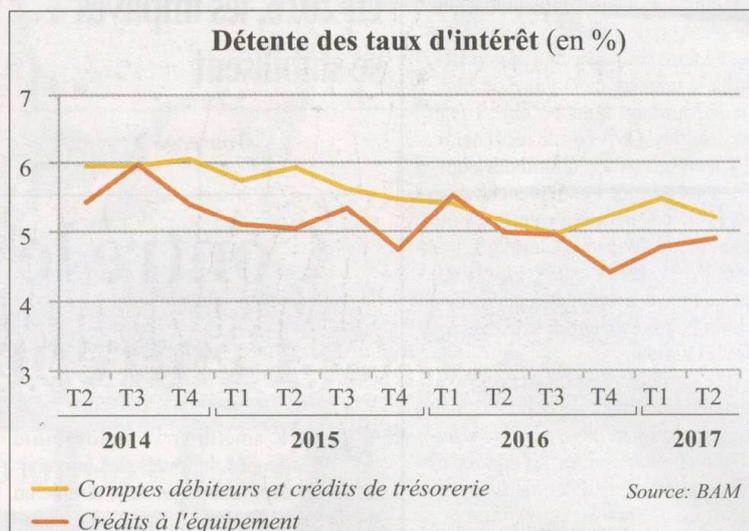
années reste toujours un levier important. L'encours des prêts à cette clientèle a aug-

menté de 9,8 milliards de DH ou 3,8% sur un an.

La reprise du crédit aux entreprises est à nuancer. Le secteur public est la locomotive sur ce marché avec une hausse de

à lever des fonds auprès des banques. La garantie de l'Etat derrière fait la différence.

Du côté des entreprises privées, la situation est variée. Les patrons ont encore du mal à se projeter sur un horizon long. «Très peu de projets d'investissement nous parviennent», relève un banquier. L'encours des prêts à l'équipement aux entreprises privées a néanmoins augmenté de 6,3% sur un an. Ce score est bien supérieur à la croissance économique prévue en 2017. Il y a des secteurs comme l'automobile où la demande de crédit est plus dynamique. L'usine Renault à Tanger ou encore celle de PSA à Kenitra sont des tracteurs pour l'investissement. Le regain de la croissance économique chez les principaux partenaires en Europe et la perspective d'une augmentation de la demande adressée au Maroc pourraient redynamiser l'investissement d'autres secteurs exportateurs. Mais, aujourd'hui, la tension sur la trésorerie des entreprises à cause notamment des délais de paiement très longs est l'un des freins à l'investissement. Devant les banquiers, c'est un facteur qui peut être pénalisant dans l'ins-



Les taux moyens appliqués aux crédits à l'équipement sont installés en dessous de 5% depuis le deuxième trimestre 2016. Les conditions dépendent de la signature de chaque entreprise. Cependant, la détente du coût de financement n'est pas décisive dans les arbitrages des entreprises pour relancer l'investissement. Dans beaucoup de secteurs, les opérateurs manquent encore de visibilité

14% des crédits de trésorerie et une accélération de 25,8% des prêts à l'équipement (l'effet de l'accélération de la construction de la ligne à grande vitesse de l'ONCF y est pour quelque chose). Le retard dans la formation du gouvernement a quelque part pesé sur le programme d'investissement d'un certain nombre d'établissements publics. Depuis juin, le recours au financement bancaire des entreprises publiques a accéléré, d'où les hausses vertigineuses des encours. En outre, les grands comptes publics n'ont pas beaucoup de difficultés

de construction du dossier de crédit. L'encours des comptes débiteurs et crédits de trésorerie des entreprises privées se chiffre à 146 milliards de DH à fin juillet 2016. Il a baissé de 1,6% sur un an.

Si la situation financière des entreprises reste tendue, elle affecte moins les portefeuilles des banques. Leurs impayés se sont stabilisés à 38 milliards de DH à fin juillet sur un an. En revanche, les créances en souffrance des ménages ont augmenté de 10% à 24 milliards de DH. □

F.Fa